

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSS/W/14

29 novembre 2000

(00-5134)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA CORÉE

Propositions concernant les lignes directrices et les procédures pour les négociations

La délégation de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres du Conseil du commerce des services.

I. INTRODUCTION

1. La Corée soumet le présent document conformément au paragraphe 2 c) du document "guide" adopté à la réunion extraordinaire du Conseil du commerce des services du 26 mai 2000. Ce document propose des éléments qui pourraient être inclus dans les lignes directrices pour les négociations ainsi qu'une approche pour les négociations.

II. ÉLÉMENTS QU'IL EST PROPOSÉ D'INCLURE DANS LES LIGNES DIRECTRICES POUR LES NÉGOCIATIONS

A. OBJECTIFS

2. En vertu du préambule et de l'article XIX de l'AGCS, l'objectif central des négociations sur les services est de parvenir à élever progressivement le niveau de libéralisation en réduisant ou en éliminant les obstacles au commerce, en promouvant les intérêts de tous les pays participants sur une base d'avantages mutuels et d'assurer un équilibre global des droits et des obligations tout en tenant dûment compte des objectifs de politique nationale.

3. La Corée souscrit pleinement à ces objectifs et estime qu'une libéralisation accrue et la suppression des obstacles dans le secteur des services à l'échelle mondiale contribueront davantage à la croissance économique globale, à un accroissement significatif du commerce des services et de l'investissement étranger, ainsi qu'à l'amélioration de la productivité dans le secteur manufacturier, comme cela est exposé dans le document intitulé "Korea's Liberalization of Trade in Services and its Impacts", qui a été distribué au Conseil du commerce des services en octobre 2000.

B. PORTÉE DES NÉGOCIATIONS

4. Afin de réaliser ces objectifs, la Corée estime essentiel qu'aucun secteur des services ne soit exclu *a priori* des négociations et que celles-ci couvrent tous les secteurs de services et tous les modes de fournitures.

5. Les exemptions de l'obligation NPF devraient faire l'objet de négociations conformément à l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II". Les négociations devraient par ailleurs prendre en compte les résultats des examens en cours de l'Annexe sur les services de transport aérien" et du "point convenu concernant les taxes de répartition", auxquels procède actuellement le Conseil du commerce des services.

6. Les négociations sur les services de transport maritime, qui sont suspendues depuis juin 1996, devraient reprendre conformément à la "Décision sur les services de transport maritime" (S/L/24), qui a été adoptée par le Groupe de négociation sur les services de transport maritime et le Conseil du commerce des services. La Corée est d'avis que les négociations devraient avoir une portée globale et qu'elles devraient reposer au départ sur la décision susmentionnée. Elles devraient en outre se poursuivre sur la base des progrès réalisés avant leur suspension. La Corée propose que le Conseil du commerce des services examine le statut juridique des listes d'engagements spécifiques ainsi que tout fait nouveau intervenu dans le secteur des transports maritimes depuis la suspension des négociations.

7. La Corée estime que les Membres peuvent profiter de l'examen technique des dispositions de l'AGCS en vigueur pour améliorer la clarté et la cohérence juridique du texte sans altérer la structure de base de l'Accord.

C. MODALITÉS DE NÉGOCIATION

8. Les négociations sur les engagements spécifiques seront principalement fondées sur la méthode de demandes/d'offres que viendront compléter d'autres approches (groupe de services, liste type, approche fondée sur une formule, etc.) compte tenu des besoins et de ce qu'auront convenu les Membres. Elles seront menées par le biais d'approches bilatérales, plurilatérales ou multilatérales et viseront à accroître le niveau général des engagements pris par les Membres.

9. En vertu de l'article XIX, les lignes directrices établissent les modalités du traitement de la libéralisation entreprise de façon autonome par les Membres depuis les négociations précédentes. Le fait que les Membres de l'OMC reconnaissent clairement le crédit octroyé pour de telles initiatives incite fortement les pays à s'engager dans une libéralisation autonome durable et à faire en sorte que les réformes politiques qui s'imposent ne soient pas différées inutilement dans l'attente de concessions commerciales réciproques à venir.

10. Le crédit pour la libéralisation autonome pourra être accordé conformément aux modalités qui seront définies pendant les négociations. Toutefois, ce crédit devrait être reconnu de sorte qu'il contribue à l'ouverture accrue des marchés d'autres partenaires commerciaux, afin que la libéralisation accrue du système commercial multilatéral procure des avantages réels.

11. La Corée estime que les listes actuelles devraient constituer le point de départ des négociations sur les engagements spécifiques. Les modalités qui seront définies pendant les négociations devraient être appliquées aux listes d'engagements spécifiques actuelles, afin qu'un crédit soit accordé pour la libéralisation autonome.

D. CALENDRIER DES NÉGOCIATIONS

12. Le calendrier de la première phase des négociations, qui doit s'achever en mars 2001, a été énoncé dans le document guide. Le calendrier pour la suite des travaux, y compris pour la présentation des demandes et des offres initiales, devrait être fixé compte tenu des progrès réalisés en ce qui concerne l'autre programme de travail incorporé de l'OMC et des efforts faits par les Membres en vue de lancer un nouveau cycle de négociations.

E. TRAVAUX DES ORGANES SUBSIDIAIRES

13. Afin de fournir un cadre de règles plus complet en ce qui concerne le commerce des services, les Membres devraient accélérer les travaux des organes subsidiaires.

- La Corée estime que les travaux relatifs à la révision de la classification et des lignes directrices pour l'établissement des listes entrepris par le Comité des engagements spécifiques devraient être achevés, au plus tard, avant l'ouverture de toute négociation valable (substantielle) sur les engagements spécifiques.
- La Corée estime également que les travaux du Groupe de travail des règles de l'AGCS et du Groupe de travail de la réglementation intérieure dans les domaines des mesures de sauvegarde, des subventions, des marchés publics et des réglementations intérieures devraient être menés à bien avant la fin des négociations.

F. FLEXIBILITÉ POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

14. La Corée souscrit pleinement aux paragraphes 2 et 3 de l'article XIX et à l'article IV, qui prévoient une flexibilité pour les pays en développement et un traitement spécial et différencié en faveur des pays les moins avancés. Nous estimons que les modalités de négociation devraient être définies de manière à tenir compte, selon qu'il convient, de la libéralisation progressive, des différents niveaux de participation aux initiatives plurilatérales et multilatérales, de la flexibilité des délais et du recours aux périodes de mise en place progressive et de transition pour les pays en développement et les pays les moins avancés.

III. PROPOSITION POUR LES NÉGOCIATIONS

15. Les activités de services sont en expansion et consistent en une multitude de sous-secteurs hétérogènes. Ces activités deviennent si étroitement liées entre elles que les restrictions à la fourniture de certains services risquent d'affecter gravement la fourniture d'autres services. Ces caractéristiques sont le plus manifestes dans les services d'infrastructure tels que les services financiers, la distribution, les transports maritimes, la construction et les télécommunications. Ces services sont essentiels – voire indispensables – à la fourniture d'autres services et les engagements pris en ce qui concerne les services d'infrastructure rendent les engagements spécifiques pris dans d'autres secteurs de services plus significatifs d'un point de vue commercial.

16. À cet égard, la Corée accordera une priorité élevée aux services d'infrastructure pendant les négociations et propose aux autres Membres de prêter une plus grande attention à la libéralisation de ces services d'infrastructure sur une base globale.
